



Paris, le 12 novembre 2020

M. Jean CASTEX
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 PARIS

Lettre recommandée avec AR : 1A 161 237 6036 1

Objet : avenir du secteur énergétique

Monsieur le Premier ministre,

L'intersyndicale FNME-CGT, CFE-CGC Énergies, FCE-CFDT et FO Énergies et Mines est attachée au dialogue social que vous avez souhaité placer au cœur de votre méthode gouvernementale lors de votre nomination, mais aussi à une véritable concertation tant dans l'entreprise qu'avec les pouvoirs publics.

Le 3 septembre dernier, nous vous avons alerté sur la situation d'EDF et fait part de notre vision quant à l'avenir de l'entreprise et au rôle central qu'elle doit jouer dans la politique énergétique et climatique du pays.

Sans retour de votre part à ce jour, devant l'accélération du calendrier relayé par les médias comme les déclarations contradictoires entre l'Europe, l'État et la direction d'EDF et estimant que compte tenu du contexte actuel, il y a désormais urgence, l'intersyndicale réitère sa demande de rencontre afin d'aborder la politique énergétique dans sa globalité.

L'avenir d'EDF, ce n'est sûrement pas Hercule, un projet purement financier, bâti en catimini et inspiré des banques d'affaires, sans aucune vision stratégique ou industrielle. Ce n'est pas non plus un énième plan de cessions et d'économies pour répondre à des injonctions strictement financières, qui ne règle en rien les problèmes financiers de fond auxquels EDF est confrontée et qui limite sa capacité d'investissement.

Dans le contexte d'un plan de relance qui vise la décarbonation de l'économie pour « faire de l'économie française la plus décarbonée d'Europe », l'intersyndicale vous appelle à prendre les mesures qui permettront à ce grand groupe industriel de service public de devenir le fer de lance de la relance, au service de la Nation.

Nos organisations syndicales sont plus que jamais convaincues que l'avenir de l'électricien national EDF, c'est d'être à la pointe de la relance bas carbone voulue par le Gouvernement. Le plus important, c'est bel et bien de mobiliser EDF et sa capacité d'investissement pour réussir cet enjeu stratégique !

Face à la lourde responsabilité de l'État dans la dégradation de la situation financière d'EDF qui constitue un frein aux investissements de l'entreprise, il est indispensable que le Gouvernement donne à EDF les moyens d'investir et de pleinement participer à la relance industrielle dont le pays a urgemment et massivement besoin. C'est d'autant plus essentiel que le Groupe EDF a su répondre présent lorsque notre pays s'est retrouvé à l'épicentre de la crise sanitaire et qu'il a fait le choix de ne pas recourir à la solidarité nationale alors qu'il était lui aussi lourdement impacté par la crise.



De plus, vous avez comme nous suivi l'actualité qui touche le groupe ENGIE, en particulier la séparation du groupe ENGIE en 2 entités distinctes (New ENGIE et ENGIE Solutions) qui soulève des inquiétudes et des interrogations du corps social. L'intersyndicale est très inquiète pour le sort réservé aux salariés du groupe, et l'avenir de l'emploi en France, et plus particulièrement aux agents des Industries Électriques et Gazières des entreprises GRDF, STORENGY, ELENGY, SHEM, CNR, GRT gaz et ENGIE SA. L'avenir du groupe ENGIE ne passe certainement pas par une vente à la découpe.

Nous tenons à vous rappeler que l'État détient encore 24% de participation au sein du groupe ENGIE. Vous devez assumer pleinement l'avenir du groupe ENGIE en lui donnant les moyens de se développer notamment dans les activités énergétiques nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique et accompagner la transition énergétique. Alors qu'en est-il de la position du gouvernement dans la stratégie du groupe ENGIE ? Quelle place pour le groupe ENGIE, acteur de la transition énergétique, dans le paysage industriel Français pour réaliser les activités essentielles de service public pour l'intérêt général ?

Assurer la sécurité énergétique du pays, participer à la relance de son économie et à la relocalisation de pans entiers de production, garantir la souveraineté nationale, énergétique, mais aussi industrielle, et être plus que jamais à la pointe du combat climatique au service de l'intérêt général et de la Nation, ce doit être, Monsieur le Premier ministre, la véritable raison d'être des Groupes EDF et ENGIE.

Face à l'urgence, nous renouvelons notre demande de rencontre pour échanger avec vous sur l'avenir des Industries Électriques et Gazières dans la politique énergétique Française.

Dans cette attente, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre très haute considération.

Le secrétaire général de la FNME-CGT
Sébastien MENESPLIER

La secrétaire générale de la CFE-CGC Énergies
Hélène LOPEZ

Le secrétaire général de la FCE-CFDT
Dominique BOUSQUENAUD

Le secrétaire général de FO Énergies et Mines
Vincent HERNANDEZ